

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 22 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ATELIERS LOUIS VUITTON

500 Chemin de plaisance
Quartier "Les Tonnes"
26260 MARS AZ

Références : 20220317-RAP-DAEN0207

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2022 dans l'établissement ATELIERS LOUIS VUITTON implanté 500 Chemin de plaisance Quartier "Les Tonnes" 26260 MARS AZ. L'inspection a été annoncée le 03/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'action régionale sur la prévention des risques incendie sur les sites industriels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATELIERS LOUIS VUITTON
- 500 Chemin de plaisance Quartier "Les Tonnes" 26260 MARS AZ
- Code AIOT dans GUN : 0006108076
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Les Ateliers Louis Vuitton sont autorisés par l'arrêté préfectoral modifié n°08-1663 du 22 avril 2008 à fabriquer, sur son site de Marsaz, des articles de maroquinerie par travail des cuirs et des peaux (sacs et valises LVMH). Le site emploie environ 280 personnes.

Le site relève de l'autorisation pour ses activités de fabrication de maroquinerie et travail du cuir (rubrique 2360-1 avec une puissance installée de 400 kW) et de la déclaration pour ses activités de dépôt de peaux (rubrique 2355 avec une quantité de 60 tonnes).

Le 31 août 2021, les Ateliers Louis Vuitton ont informé la DDPP de la Drôme que suite à des modifications d'activité sur leur site de Marsaz, il n'y a plus de stockage de peaux et ils ne sont plus soumis à la rubrique 2355. Les peaux sont stockées sur leur site de Beauvoir-en-Royans dans l'Isère et sont traitées dès réception sur le site de Marsaz.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action régionale prévention des risques incendie sur les sites industriels de la région.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la sécurité incendie, les moyens de lutte sont présents et régulièrement contrôlés, les ateliers sont séparés des stocks par un mur coupe-feu et trois portes coupe-feu. En cas d'incendie les eaux d'extinctions peuvent être confinées dans un bassin dédié.

2-3) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 1.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Situation administrative
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'activité de stockage de peaux n'est plus présente au sein du site de Marsaz. Les peaux proviennent d'un autre site du groupe et sont directement traitées dans l'atelier de découpe. Le site ne relève plus de la rubrique 2355 "Stockage de peaux". Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que des modifications de la configuration du site vont être réalisées avec notamment une diminution de la surface destinée au stockage dans le magasin et la mise en place de machines dans celui-ci. Cette modification va entraîner une diminution du volume de produits stockés (augmentation de l'approvisionnement du site en flux tendu). Il convient d'informer l'inspection des modifications prévues (plan de localisation des machines et stockages, évolution de la puissance totale du site, etc...). L'inspection des installations classées confirme que les ATELIERS LOUIS VUITTON ne relèvent plus de la rubrique 2355 "Stockage de peaux" de la nomenclature des ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : L'inspection des installations classées proposera à la DDPP de la Drôme d'acter la suppression de cette rubrique.

Nom du point de contrôle : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant tient un registre informatique des contrôles périodiques réalisés sur les différents équipements (extincteurs, RIA, baies de désenfumage, portes coupe feu etc..). Dans le dernier rapport de 2021 concernant le suivi des extincteurs certains devaient être changés. L'entreprise qui est en charge du suivi gère aussi le remplacement du matériel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan ETARE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 7.6.7
Thème(s) : Actions nationales 2022, Plan ETARE
Prescription contrôlée : L'exploitant fournira tous les renseignements nécessaires aux services d'incendie et de secours de façon à établir un plan d'intervention.
Constats : L'exploitant a réalisé un plan ETARE en lien avec les pompiers. Observation : L'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre une copie de ce plan d'intervention sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques présents (extincteurs poudre, CO2) dans chaque local. Ces extincteurs doivent être judicieusement répartis dans l'établissement - d'un réseau de RIA réparti dans l'ensemble des locaux à risque incendie - de 2 poteaux incendie implantés à proximité des entrées du site, alimentés par le réseau public et capables d'assurer un débit simultané égal à 120 m ³ /h. L'installation doit être conforme aux normes NFS 61-213 et 62-200 - d'une réserve d'eau incendie de 240 m ³ accessible aux services incendie et équipée conformément aux exigences de ces services.
Constats : Le site dispose d'extincteurs répartis dans l'atelier et le magasin ainsi qu'un réseau de RIA. Ces équipements sont facilement localisables et accessibles. Une centrale d'alerte incendie est présente et deux fois par an sont réalisés des tests d'évacuation. Une réserve d'eau incendie est présente (réservoir enterré). Des vannes d'isolement sont présentes afin de permettre le confinement des eaux d'extinction d'incendie vers un bassin dédié. Deux poteaux incendie sont présents : un premier au niveau de l'entrée du parking pour le personnel et les visiteurs et l'autre au niveau de l'entrée des camions de livraison. Ces deux entrées sont indépendantes et peuvent permettre aux services d'intervention et de secours d'intervenir sur deux faces du bâtiment. L'exploitant n'avait pas à disposition les débits des bornes incendies. Non conformité : Il convient de vérifier auprès des services techniques de la commune ou des pompiers les débits de ces bornes incendie (60 m ³ /h).
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Proposition éventuelle ultérieure fonction des réponses apportées

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 76.8
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Un dispositif de confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales, est réalisé avec un volume minimal de 755 m ³ . Ces eaux s'écoulent dans ce dispositif par phénomène gravitaire. Ce volume est assuré par la fermeture de vannes sur le réseau d'évacuation des eaux pluviales des cours de manœuvre et du parking. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce dispositif doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement. Ces vannes doivent être signalées par un panneau visible en permanence par les secours avec un message type : vanne d'isolement – en cas d'incendie, cette vanne doit être fermée – rétention eaux d'extinctions, et sa position doit être indiquée. Constats : Le site dispose d'un bassin de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie. Les vannes d'isolement sont localisées par des panneaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. Constats : L'exploitant a réalisé un état des matières stockées en magasin. Il s'agit notamment de bois (structure des malles), des cartons d'emballage pour les produits finis, des pièces pour la maroquinerie, et des colles et colorants qui sont en base aqueuse. Les aérosols sont stockés dans une armoire dédiée et ventilée. L'exploitant a réalisé un état des stocks en unité de produit mais n'a pas le volume ou le tonnage de chaque produit. Il convient de compléter cet état des matières stockées afin d'avoir une idée précise des quantités de produits présentes sur le site. Non conformité : Demande de l'inspection de transmettre un état des matières stockées avec les quantités maximales pouvant être présentes sur site sous un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Proposition éventuelle ultérieure fonction des réponses apportées